

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Session ordinaire des ministres de l'UEMOA à Lomé :

Une baisse du PIB de 7,2% à 7,1% constatée entre les deux derniers trimestres ^{P.1}

Saute d'humeur et règlement de compte à la CEET :

Le très approximatif Mawussi Kakatsi crée une situation de non droit et fait couvrir un soulèvement du personnel



La Compagnie Energie Electrique du Togo vit une situation exceptionnelle faite de psychose permanente depuis l'arrivée du sieur Mawussi Kakatsi à la tête de la société chargée de la commercialisation de l'énergie électrique. Des sautes d'humeur aux règlements de compte en passant par la terreur et les menaces ouvertes à l'endroit de certains employés, les différents ingrédients d'un soulèvement sont en train d'être réunis par celui qui a été nommé au pied levé pour remplacer l'autre qui lui avait succédé par appel à candidature, il y a plusieurs années, le Docteur Gnadé Djétéli... **Lire suite P4**

Revendications des réformes politiques au Togo :

Et si Fabre et Cie privilégiaient la voie des discussions aux supplices des marches ^{P.5}



Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition

Rapport de l'exercice 2015 à ASKY :

La compagnie enregistre un résultat historique de plus de 2 milliards de francs CFA ^{P.5}



La table d'honneur à l'ouverture des travaux de l'AG

Retrait du Royaume-Unis de l'Union Européenne :

L'appui aux pays africains va-t-il désormais connaître une baisse ? ^{P.4}



Nicolas Berlanga Martinez, chef de la Délégation de l'UE au Togo

Interview croisée de Me Yawovi Agboyibo et Me Dodji Apévon :

La crise au CAR et la question des réformes passées au peigne fin

Me Yawovi Agboyibo : "Je persiste à penser que la crise survenue au CAR est un



Me Agboyibo, Pdt d'honneur

incident domestique malheureux qu'il faut savoir régler en famille." ^{P.3}

Me Dodji Apévon :

"...Je me demande, qui d'autre peut se substituer à moi pour aller convoquer cette conférence." ^{P.3}



Me Apévon, Pdt du CAR



SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE
ET DE L'AGROALIMENTAIRE DE LOMÉ

5^{ÈME}
EDITION

&

LA 2^{ÈME} EXPOSITION DE L'EMBALLAGE ET DU PACKAGING

Professionnels de l'agribusiness, participez
à ces deux rendez-vous pour la promotion de
vos produits, services, technologies et innovations agricoles !



17-21 Août 2016

Centre Togolais des Expositions
et Foires de Lomé (TOGO 2000)



En attraction, vivez les journées sur :

- la filière du soja bio
- la filière de l'ananas
- le financement des chaînes de valeur agricoles
- l'emballage et le transport des produits agricoles

sialo.org

Info : +228 2230 2727 / 9999 7979
E-mail: centaurecom@yahoo.fr

Centaure
Communication event

Interview croisée de Me Yawovi Agboyibo et Me Dodji Apévon : La crise au CAR et la question des réformes passées au peigne fin

Il n'y a de vitalité démocratique que celle des partis politiques qui animent ce mode de gouvernement. Cela va sans dire que lorsque les partis politiques sont mal en point dans un pays, la démocratie vacille. Cette analyse semble se rapprocher de la situation togolaise. En effet, ces dernières années au Togo, les crises au sein des formations politiques sont de plus en plus récurrentes.

Après le feuilleton de l'Union des Forces de Changement (UFC), c'est le tour du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) de connaître les douleurs d'une mutation interne. Une mutation sur fond de conflits, de mise en veilleuse des textes statutaires, d'ambitions démesurées pour ne citer que ceux-là. Plus de six (06) mois que dure cette rivalité entre le camp des "pro-Agboyibo" et celui des "pro-Apévon", les langues se délient peu à peu pour expliquer les raisons des uns et des autres. C'est dans cette optique que la rédaction de l'Eveil de la Nation a tendu le micro aux deux protagonistes. Lisez plutôt !

ME YAWOVI AGBOYIBO : "Je persiste à penser que la crise survenue au CAR est un incident domestique malheureux qu'il faut savoir régler en famille."



Me Yawovi Madji Agboyibo, Président d'honneur du CAR

Depuis votre lettre du 26 février 2016 adressée aux militants du CAR, vous ne vous êtes plus fait entendre sur la crise qui secoue votre parti. Qu'est-ce qui explique ce silence ?

Je persiste à penser que la crise survenue au CAR est un incident domestique malheureux qu'il faut savoir régler en famille. Je suis au demeurant convaincu qu'elle va pouvoir être dénouée bientôt, d'une façon ou d'une autre.

D'accord, mais sur le plan politique beaucoup de choses ont eu lieu. Parlons de la question qui occupe aujourd'hui les Togolais. Dans une interview accordée le 14 juin 2016 à la radio Deutsche Welle, le Président Faure Gnassingbé a déclaré ce qui suit : " le débat (sur les réformes politiques) ne doit pas être fait par des politiques parce que nous sommes des acteurs Nos intellectuels sont là pour plancher sur cette question ... Mon souhait en tant qu'Africain, c'est que ce débat soit mené par des intellectuels, des universitaires et qu'ils puissent nous donner des pistes. Je crois que l'Afrique aujourd'hui regorge d'intellectuels, d'universitaires et d'une société civile assez dynamique qui peuvent mener ce débat ... "

Pour avoir présidé le Dialogue national de 2006 qui a accouché de l'Accord Politique Global (APG). Comment analysez-vous cette approche du Chef de l'Etat ?

Me Agboyibo : Le message du Président Faure Gnassingbé à Berlin, me paraît être une réaction de désespoir aux multiples dialogues qu'il a initiés sans lendemain à l'endroit des acteurs politiques depuis l'APG.

Qu'est-ce à dire ?

Me Agboyibo : Les propos du

chef de l'Etat sont de nature à faire croire que les discussions en perspective au sujet des réformes constitutionnelles et institutionnelles sont un dialogue nouveau alors qu'il s'agit d'un dialogue de mise à exécution d'engagements souscrits antérieurement par le gouvernement dans l'APG de 2006, en son chapitre III, qui a pris soin de préciser les parties habilitées à poursuivre les discussions initiales et le consensus comme mode de prise des décisions.

Les universitaires et autres intellectuels ne peuvent pas siéger au dialogue d'application de l'APG en remplacement des protagonistes désignés par l'Accord.

Cela dit, encore faut-il que les acteurs politiques dont on veut préserver les prérogatives, croient au dialogue pour le règlement de leurs dissensions. Si la question mérite d'être posée, c'est parce que, par son parcours, l'opposition a révélé qu'elle comporte en son sein deux courants idéologiques qui se sont constamment combattus sur la question du dialogue avec le régime.

Quels sont ces deux courants politiques dont vous parlez ?

Me Agboyibo : Les deux courants sont d'accord sur l'idée que le régime ne peut céder à l'aspiration des togolais à l'alternance sans sentir en face des pressions fortes venant de nos populations et de la communauté internationale. La divergence, c'est sur la façon de gérer les pressions.

Le premier courant s'inscrit dans la continuité des forces vives qui ont œuvré à la réalisation des acquis démocratiques de 1987 à 1991, en couplant avec les pressions, des discussions menées entre les citoyens et le régime sous l'égide, dans un premier temps, de la Commission

Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), puis du Front des Associations pour le Renouveau (FAR), lequel processus allait déboucher sur l'alternance avec le départ du feu Président Eyadema à l'issue d'une transition à incarner par un parlement et un gouvernement à composition mixte paritaire.

Je souligne en passant que cette façon d'évoluer d'un régime monolithique vers un système démocratique pluraliste qui a été également adoptée par nos voisins du Bénin, a réussi chez eux, grâce au soutien du Peuple.

Au Togo, après une période de succès de 1987 à 1991, la méthode s'est heurtée à des difficultés sérieuses à la veille de la conférence nationale avec l'entrée en scène des acteurs d'un style nouveau qui se sont employés à inculquer dans les esprits, l'idée que le dialogue avec le régime est un acte de trahison du Peuple. Ce courant hostile au dialogue a connu un surcroît de succès avec le retour de Gilchrist Olympio en Juillet 1991, du fait que les Togolais ont trouvé en lui l'opposant qui, pour rien au monde, ne pouvait se mettre autour d'une table avec le Général Eyadema, l'assassin présumé de son père, pour discuter avec lui.

Le syndrome d'hostilité au dialogue avec le régime avait imprégné les esprits à telle enseigne que quiconque osait le braver s'exposait à de pires propos de diabolisation.

Il a fallu que le CAR prenne d'énormes risques aux dépens de son électorat pour que le dialogue inter-togolais, recommandé en 1998 par l'Union Européenne, se soit tenu et ait donné lieu à l'Accord-cadre signé en Juillet 1999 par toutes les forces politiques représentatives de l'opposition.

Sept ans après, à la suite des 22 engagements souscrits par le Togo envers l'Union Européenne, le CAR a pris des risques similaires en acceptant dans un climat d'hostilité entretenu par certains partis de l'opposition, de présider le dialogue national clôturé par l'Accord Politique Global (APG) en août 2006.

Ce climat d'hostilité ayant persisté après la signature de l'APG, le CAR a dû sacrifier une fois de plus son électorat en consentant que son Président dirige le gouvernement transitoire en 2006-2007, pour organiser les élections législatives d'octobre 2007 et faire reprendre

Suite page 6

Me Dodji Apévon : "...Je me demande, qui d'autre peut se substituer à moi pour aller convoquer



Me Paul Dodji Apévon, Président national du CAR

33 fédérations de votre parti, à votre absence du pays, ont tenu une réunion à l'Hôtel MUGET au cours de laquelle, les participants vous demandent d'organiser dans un mois le congrès du parti. Avez-vous eu écho ?

J'ai suivi cette affaire, cette rencontre de 33 fédérations, très loin du pays. En fait, lorsque vous regardez les statuts de notre parti, vous ne savez pas à quoi cela ressemble. Cette affaire, ne ressemble à rien du tout. Puisque, s'il s'agit de la conférence des présidents, nous savons par rapport aux statuts du parti, comment la conférence des présidents est convoquée. Seul le président national est habilité à convoquer cette conférence et cela demande, la participation de toutes les fédérations.

Or, ce n'est pas moi qui ai convoqué la réunion. Et je me demande, qui d'autre peut se substituer à moi pour aller convoquer cette conférence. Je ne sais pas. Mais je vous dis que les conditions dans lesquelles s'est tenue cette conférence ne sont pas du tout sérieuses. Si c'est par rapport à une autre disposition de nos statuts, l'article 34, qui dit que, lorsqu'il y a une difficulté au niveau du parti, les 2/3 des fédérations peuvent demander la convocation d'un congrès ; si c'est sous cet angle, on ne peut pas aller coopter des individus pour aller parler au nom des fédérations.

Toutes les fédérations doivent se réunir pour prendre la décision d'appeler à la convocation d'un congrès, donc c'est une assemblée fédérale au niveau de chaque fédération qui décide si on doit convoquer un congrès extraordinaire. Or, ce que j'ai vu à distance, cela ne se situe pas non plus dans ce cadre. Donc, c'est une réunion totalement bizarre et je ne sais pas à quoi cela ressemble.

Est-ce que, vous à votre niveau, vous allez convoquer prochainement un congrès extraordinaire ?

Nous étions en train de préparer un congrès ordinaire, pourquoi on me parle d'un congrès extraordinaire ? On n'était en train de préparer un congrès ordinaire lorsque la crise est arrivée. Nous étions dans le processus, alors pourquoi on va laisser le processus régulier de la préparation d'un congrès ordinaire, pour parler d'un congrès extraordinaire ? Je vous dis, tout cela, c'est trop compliqué. Lorsque nous sommes en politique et on amène des histoires de ce genre, des calculs bizarres, des contorsions, ça complique la situation.

Les gens accusent Me Agboyibo, président d'honneur du parti, d'être derrière ce qui se passe

Le moment viendra où je parlerai de la crise au CAR. Je n'en parle pas pour le moment. Je sais, le moment viendra où on parlera aux Togolais de l'origine de la crise au CAR. Vous avez constaté que, depuis cette crise, je ne parle pas. J'ai décidé volontairement de ne pas parler, mais j'en parlerai. Je l'ai déjà annoncé dans deux de mes réactions, que je parlerai de cette crise, et le jour où je le ferai, tout le monde comprendra d'où vient la crise ? Qui est à l'origine ? Qui manipule, qui tire les ficelles ?, tout le monde le saura.

Est-ce qu'on est en train d'aller vers un dénouement de la crise ?

Je n'en sais rien, rien du tout.

Mais, le président d'honneur, Me AGboyibo dans une interview, il y a quelques jours, dit que d'une manière ou d'une autre, la crise sera dénouée.

Suite page 6

Saute d'humeur et règlement de compte à la CEET :

Le très approximatif Mawussi Kakatsi crée une situation de non droit et fait couvrir un soulèvement du personnel

La Compagnie Energie Electrique du Togo vit une situation exceptionnelle faite de psychose permanente depuis l'arrivée du sieur Mawussi Kakatsi à la tête de la société chargée de la commercialisation de l'énergie électrique. Des sautes d'humeur aux règlements de compte en passant par la terreur et les menaces ouvertes à l'encontre de certains employés, les différents ingrédients d'un soulèvement sont en train d'être réunis par celui qui a été nommé au pied levé pour remplacer l'autre qui lui avait succédé par appel à candidature, il y a plusieurs années, le Docteur Gwandé Djétéli.

Le feuilleton rocambolesque à l'issue duquel le sieur Mawussi Kakatsi a été coopté à la dernière minute pour prendre les rênes de la CEET, n'a pas fini de révéler ces derniers mystères. En effet, coopté d'abord au sein du nouveau conseil d'Administration en tant que membre, il repartira sur la pointe des pieds pour des raisons de conflits d'intérêts étant donné qu'il était un salarié réfugié au ministère des Mines et de l'Energie après son débarquement suite à l'appel à candidature qui a porté aux commandes le Docteur Djétéli.

Au lendemain du départ du duo DJETELI-AMOUSSOUKPE TO, le sieur KAKATSI redevient par des acrobaties et une alchimie indescriptible le nouveau Directeur Général, sans qu'aucun appel à candidature ne soit préalablement lancé et les candidats soumis à un test.

Nous étions les premiers à dénoncer cette façon de prendre les mêmes et de recommencer et surtout, le retour de ce personnage qui a été médiocre dans sa gestion de 2009 à 2011, obligeant le ministre des Mines et de l'Energie et le Conseil d'Administration d'alors à lancer un appel à candidature pour le recrutement d'un nouveau Directeur Général. Parmi les reproches que la hiérarchie faisait au très approximatif DG que la CEET ait jamais connu figuraient en bonne place la mauvaise gestion, la corruption, la rupture des matériels de branchement, la détérioration du climat social etc.

C'est sous le premier passage de Kakatsi à la tête de la CEET que, des cadres hautement formés et qualifiés dont nous taisons les noms pour le moment ont dû démissionner de la société pour aller ailleurs. Quel gâchis pour des cadres hautement formés par la CEET à coup de millions et qui sont obligés de démissionner à cause de l'atmosphère invivable créé et entretenue par le Directeur Général par intérim d'alors !

Comme le ridicule ne tue pas, Monsieur KAKATSI s'était présenté au grand étonnement de tous à ce concours contre lui-même. Même ses propres Directeurs avaient passé ce concours contre leur DG. La suite tout le monde la connaît, il n'a pas été retenu pour déficit de moyenne.

Contre toute attente, et à la surprise générale, il refait un retour confus à la tête de la CEET. On pensait que le monsieur va-t-en-guerre allait s'assagir et changer de comportement. Mais, c'est mal le connaître. Chasser le naturel, il revient au galop, comme on le dit souvent. Comme les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, le nouveau DG "assagi" comme lui-même le clame, va vite retomber dans ses

hystéries et prendre des décisions solitaires impopulaires sous prétexte qu'il ne fait pas la cogestion. Notre journal a mené des enquêtes sur ces décisions polémiques qui frustreront le personnel et reviendra sur ce sujet dans nos prochaines parutions. Pour le moment, nous disons qu'une atmosphère délétère de la navigation à vue et des décisions impopulaires sans cohérence.

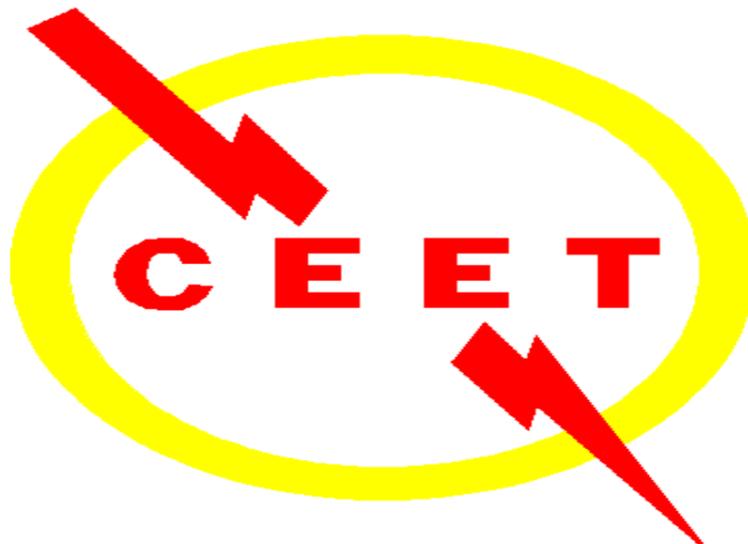
La dernière décision qui agite et surchauffe l'atmosphère à la CEET

Parmi les nombreuses informations parvenues à notre rédaction, celle d'une vingtaine de stagiaires en contrat de travail temporaire victimes d'une décision qui frise un abus de pouvoir administratif.

En effet, une note de service prise en catimini et nuitamment le 20 juin dernier et rendu public le 21 juin, un jour férié, rapporte les avenants de contrat d'une vingtaine d'employés dont la durée court du 1er Janvier au 31 Décembre de cette année. Chose assez surprenante, le DG Kakatsi se comporte comme si au sein de sa direction, il n'existait ni un conseiller juridique moins encore un directeur des ressources humaines pour lui faire entendre raison. A partir du moment où le contrat a été signé par deux parties, le résilier unilatéralement expose l'employeur à d'énormes risques si l'employé se plaint devant des juridictions de notre pays. Ensuite, l'annonce de l'arrêt des dits contrats à partir du 1er juillet est faite sans prévoir aucune mesure d'accompagnement.

Au regard de la façon cavalière et solitaire dont le processus de rapport des décisions prises par l'ancienne direction a été faite, beaucoup d'observateurs avisés parlent d'un règlement de compte qui malheureusement ne se fait pas dans les règles de l'art. Ces notes de services insidieux qui viennent ainsi mettre fin à des contrats ont commencé par semer de la panique et de la confusion au sein du personnel qui ne sais désormais plus à quelle sauce il sera mangé à tout moment et selon la volonté et l'humeur du " tout puissant " Mawussi Kakatsi. Une source proche de la direction en charge des ressources Humaines, affirme que celle-ci n'aurait même pas été consultée avant la prise de cette note impopulaire qui risque de défrayer la chronique dans les jours à venir.

Pour des raisons inconnues et non motivées, la vingtaine devra partir le 1er juillet sans préavis de leur employeur qui a gracieusement abusé de son autorité au moment où le Chef de l'Etat déploie tous les efforts dans sa politique d'un mandat social. Voilà un DG qui rame à



contre courant de son bienfaiteur.

Dans la politique de redressement brandie ou la volonté de dégraissage, il est important et indéniable que c'est des agents qui doivent travailler pour tenir debout la boîte. Mais c'est dommage qu'on décide de laisser sur le carreau ces messieurs et dames qui sont en quelques sortes des agents d'appui qui maintiennent le flambeau de la CEET allumé en termes de prestation surtout dans les agences périphériques.

Nos enquêtes, nous ont prouvé qu'il y a un manque criard de personnel pour accueillir et gérer les clients des nouvelles agences de Lomé. " Nous souffrons beaucoup dans notre agence, voyez-vous, nous ne sommes que cinq (05) agents permanents pour gérer plus de 15 000 clients. La présence de ces stagiaires nous a beaucoup soulagés. Maintenant comment allons-nous faire face aux clients si ces jeunes laborieux s'en vont ? " Nous a confié dans la foulée un chef commercial d'une agence périphérique de Lomé.

Ce qui importe ici est de savoir comment le sieur KAKATSI peut se permettre de mettre unilatéralement fin à ces contrats de stagiaires en cours de validité sans que ceux-ci n'aient commis une faute lourde comme le stipulent les textes de la CEET, la convention collective et le code de travail. Est-il un citoyen en son genre au dessus de la loi ? Par quelle alchimie un avenant de contrat peut-être interprété comme une note de service pour être rap-

porté ? A ce que le commun du mortel sache, un avenant est une extension du contrat de départ. Au nom de la continuité de service, les contrats signés par un DG sortant engage la société. Ce n'est pas une question de personne. Le sieur KAKATSI n'a-t-il pas de juristes au sein de la grande boîte pour le conseiller ?

Il se raconte au sein de la Société que le sieur Kakatsi se comporterait comme un éléphant dans un magasin de porcelaine à la CEET, pour preuve, un Chef de Contrôle de Gestion proche d'un ancien Ministre. Ce chef " culotté " aurait voulu comprendre les raisons d'une sortie de fonds d'un montant colossal d'environ 400 millions de nos francs pour un investissement qui n'était pas budgétisé pour l'exercice et qui n'avait pas fait l'objet d'une passation de marché au préalable.

Le Chef " infortuné " qu'on chercherait à gommer de ce poste stratégique et à le remplacer par un homme de main qui faciliterait et cautionnerait la gabegie, n'a rien compris. Quand ce chef de contrôle teigneux a été chassé de son poste et mis en promenade pour rejoindre les nombreux cadres de la CEET qui errent actuellement dans la nature, un proche zélé du sieur KAKATSI a jubilé en ces termes : " il ne sait pas qu'on l'attendait sur le chemin. Les Moba vont payer la misère que leur frère a faite au DG au ministère. Tant que le DG KAKATSI sera là, les Moba de la CEET qui soutiennent

leur frère ministre ne seront plus promus à des postes importants. " On comprend clairement ici qu'il s'agit maintenant de règlement de comptes.

Contacté ce lundi 27 Juin à 10h50 pour avoir sa version des faits sur toutes les accusations portées contre sa personne et sa façon rocambolesque de diriger la CEET, le DG Kakatsi nous a d'abord dit de nous référer à son responsable de la communication Monsieur Baba, puis de nous jeter à la figure sur notre insistance de lui poser quelques questions puisqu'en réalité les accusations sont portées directement contre sa personne le sieur Kakatsi dans sa suffisance nous a répondu " je m'en fout vous pouvez écrire ce que vous voulez je n'ai peur de personne ans ce pays ".

Tout sagement nous avons donc contacté Monsieur Baba qui malheureusement était dans l'incapacité de répondre à nos multiples interrogations mais semblait nous dire de nous référer à la Directrice des ressources humaines dont lui (Baba) ne possède pas le numéro. Les tentatives pour rentrer en contact avec celle-ci à partir de son numéro de bureau ont été vaines.

Pour l'instant, notre rédaction voudrait tirer la sonnette d'alarme afin que le Conseil d'Administration de Monsieur Jonas Daouet le Conseil de Surveillance dirigé par le Ministre Bidamon puissent arrêter les dérives criardes du sieur KAKATSI avant qu'il ne soit trop tard en désamorçant cette bombe sociale qui risque au final d'éclabousser la figure de tous les décideurs de la CEET.

Dans nos prochaines parutions, nous reviendrons largement sur le dossier obscur de radio télécommunication qui a coûté le poste au chef contrôle et sur d'autres décisions polémiques que le puissantissime ancien nouveau DG KAKATSI a prises depuis son retour et qui suscitent des mécontentements du personnel à cause de leur caractère ethnique et de copinage au mépris de la compétence.

**A suivre donc...
Kpélafia Biva**

**Retrait du Royaume-Unis de l'Union Européenne :
L'appui aux pays africains va-t-il désormais connaître une baisse ?**

La population du Royaume-Unis vient de se prononcer pour son retrait de la communauté européenne après 43 ans d'appartenance. Une décision controversée au sein de l'opinion. Cette expression populaire portée par d'issue d'un référendum organisé le 24 juin 2016. En effet, le camp du " leave " qui prône le retrait l'a emporté avec 51,9% des voix contre 48,1% pour le " remain " en faveur du maintien dans l'union.

Si pour une partie de la population ce retrait n'est en rien opportun pour le pays, pour d'autres par contre, il s'agit de se soustraire à une politique communautaire qui fragilise de plus en plus l'élan de développement du pays. Pour ces derniers, la Grande Bretagne doit faire ses propres choix politiques lui permettant d'atteindre ses propres objectifs de développe-

ment. Pour tout dire, l'ombre des conséquences de ce vote ne se limite pas au seul continent européen. L'ensemble des régions dans lesquelles l'Union Européenne intervient ressentiront les effets plus ou moins négatifs de cette décision nationale.

Il faut souligner que les fonds mobiliser par les 28 pays de l'union

pour faire face aux différents défis et financer les différentes politiques ne sera plus la même. Ce fonds va considérablement diminuer. Puisqu'ils ne seront désormais que 27 pays membres. Considérant aussi le fait que le Royaume-Unis contribue à une grande proportion des fonds de l'union. Désormais, ce pays ménagera sa contribution qui sera réorientée sûrement vers les pays d'obédience anglophone. Plus précisément, les pays du " Comonwelf ", pays qui ont en partage l'anglais comme langue officielle.

Désormais, les pays francophones
Suite page 5

Revendications des réformes politiques au Togo :

Et si Fabre et Cie privilégiaient la voie des discussions aux supplices des marches

Juste après l'élection présidentielle du 25 avril 2015, où la question des réformes politiques, précisément celles relatives aux réformes constitutionnelles, ont été brûlantes au cœur des débats, l'ensemble de la classe politique est rentrée dans un silence qui faisait croire à un abandon des revendications de ces réformes et de leur mise en œuvre.

Cependant, depuis quelques jours la question a rebondi avec comme couronnement une intervention du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé qui ne fait qu'agiter les acteurs de la classe politique. C'est ainsi que pour mettre de la pression sur le gouvernement, les responsables de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), ainsi que leurs collègues du CAP2015, reprennent d'assaut les rues comme moyens de revendications. Erreur ou justesse de méthode ?



Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition

Si pour certains responsables politiques de l'opposition, les marches demeurent l'ultime arme pour faire infléchir le gouvernement dans la mise en œuvre des réformes politiques, pour d'autres encore, il importe de réfléchir à d'autres moyens. C'est ainsi

que la voie de la négociation et du dialogue est celle souhaitée par les représentations diplomatiques, les organisations de la société civile et autres encore.

Ce qui n'est pas le cas des responsables du CAP2015, qui choisissent

encore de " battre les pavées ". En effet, le choix des moyens efficaces pour arriver à une mise en œuvre effective des réformes fait également débat. Nonobstant le fait que plusieurs exemples édifient dans l'histoire de l'Afrique.

Le cas de l'Afrique du sud avec comme leader, le célèbre Nelson Mandela, reste très instructif. Nelson Mandela a toujours maintenu le dialogue avec le pouvoir en place au moment de sa lutte. Cette stratégie de discussions de couloirs a permis à ce dernier de préserver, non seulement la paix, mais aussi de réaliser l'objectif pour lequel, il s'est battu durant des années, à savoir l'alternance politique et la fin de l'Apartheid, l'égalité de chance et de droit pour tous les sud-africains.

Longtemps, l'expérience des marches dans les rues a été faite sans résultats probants. Plusieurs exemples le démontrent clairement. En effet, après l'élection présidentielle de 2010, Jean-Pierre Fabre et les siens ont marché durant quatre ans pour revendiquer le pouvoir à Faure Gnassingbé, au moment où, de partout, affluaient les félicitations des chefs d'Etat pour reconnaître sa victoire.

Durant tout ce temps de marches où les pauvres militants abandonnent leurs activités pour aller marcher, espérant que l'issue heureuse qui leur a été promis se réaliserait, ils auraient pu créer de la richesse pour eux-mêmes, si tant est que le temps c'est de l'argent, comme le dirait l'autre anglophone : " Time is money ".

Mais avec le temps la marche s'est essoufflée. Les militants se sont découragés. Ensuite, pour sauver la face, une coalition avec les organisations de défense des droits de l'homme a été créée, avec toujours comme moteur l'ANC, pour relancer des marches avant les élections législatives

de juillet 2013. Là encore, plusieurs mois de marches ont fait l'actualité des journaux et des médias. Ils ont indiqué marcher pour appeler à sauver le Togo avec la mise en place d'une plateforme de revendications commune dont les réformes constitutionnelles et institutionnelles.

Après plusieurs semaines de marches également sans résultats, et avec la diminution considérable de la mobilisation, Jean-Pierre Fabre et les siens refusent toujours de discuter avec le parti au pouvoir des grands sujets qui déterminent l'avenir du pays, malgré tous les appels ici et là.

Sans succès avec le Collectif Sauvons le Togo (CST), ils ont fini par créer le Cap pour l'Alternance politique en 2015 (CAP2015) pour réorganiser les activités des marches qui, dans une logique donnée, n'est qu'une instrumentalisation de la population comme un bétail électoral.

Face à cette situation, ne faudrait-il pas réfléchir à faire preuve d'innovation dans une action collective ? Voilà une autre chose qui sera, dans tous les cas, difficile à réaliser puisque les partis de l'opposition ne parlent pas d'une même voix.

Aujourd'hui, Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition, peine à regrouper ses pairs de l'opposition autour d'une table de réflexions afin de dégager des stratégies collectives permettant l'adhésion de tous. Selon les acteurs proches du parti, il n'est pas dans la logique du parti de coopérer avec des partis qui, entre temps, et surtout durant la période électorale d'avril 2015 avaient appelé à voter pour le candidat sortant.

Voilà l'ambiance délétère dans laquelle se revendiquent des réformes très cruciales pour la nation. Comme quoi l'opposition elle-même a besoin de réformes en son sein.

Armand

Rapport de l'exercice 2015 à ASKY :

LA COMPAGNIE ENREGISTRE UN RÉSULTAT HISTORIQUE DE PLUS DE 2 MILLIARDS DE FRANCS CFA

Les premiers responsables de la compagnie aérienne panafricaine ASKY, ont organisé à l'intention des journalistes, vendredi dernier au siège de ladite compagnie à Lomé, une conférence de presse, après une Assemblée Générale qui a abouti à l'adoption du rapport des activités au titre de l'année 2015. Ainsi, les résultats révèlent un bénéfice de plus de 2 (deux) milliards de francs CFA.

tat exceptionnel et historique. Il n'a pas manqué de souligner les préoccupations de la clientèle, qui devient de plus en plus exigeante. Il a présenté ses excuses aux désagréments qui ont pu être causés aux passagers avant de préciser qu'ASKY s'engage de manière plus poussée dans la dynamique de la sécurité et de la ponctualité. Le président de la compagnie panafricaine basée au

objectif de répondre à la capacité d'accueil de la clientèle a été évoquée. La gestion de la compagnie sur le model européen a été donné en exemple. Le vœu pour les responsable d'ASKY est que est compagnies se regroupent afin d'offrir aux passagers un service de qualité, notamment la sécurité, l'aptitude d'accueil des passagers.

La compagnie Panafricaine ASKY est créée en 2010, elle compte 99% d'Africains dont plus de 50% qui sont de nationalité togolaise.

Moudjib Falana



La table d'honneur à l'ouverture des travaux de l'AG

Devant les professionnels de médias et dans un échange assez direct, il était question pour les responsables d'ASKY, en l'occurrence le président Gervais Djondo, le Directeur Général Hénok Teferra, sans oublier les actionnaires de la compagnie et des représentant d'Ethiopian Airlines partenaires de choix, de dévoiler les chiffres du résultat des activités durant l'année 2015 et de préciser les facteurs déterminant pour la réalisation de ces prouesses. Ils n'ont pas manqué de relever les difficultés rencontrées depuis six ans d'existence.

Le Président de la compagnie, dans les toutes premières minutes d'échanges, a salué la construction du nouvel aérogare à l'aéroport Général Eyadema avant d'indiquer que l'exercice des activités de l'année 2015 a été profitable. Le bénéfice de 2 milliards constitue un résul-

Togo, a également évoqué le cas de licenciement du personnel dont a fait cas certaines parutions dans la presse et a affirmant que " la crise est terminée ".

Selon lui, certains pilotes dans cette affaire ont été très loin, et désormais il ne faudrait pas faire face à l'autodestruction.

Henok Teferra, Directeur Général d'ASKY, a souligné le fait que l'année dernière, on a noté une perte de 700 millions de francs CFA. Comparé au résultat d'ASKY, cela dénote d'une satisfaction. Selon lui, la vision de la compagnie est purement commerciale, et on peut parler aujourd'hui d'une affirmation du professionnalisme du personnel, ajouté au développement d'un partenariat avec des compagnies sœurs notamment Ethiopian Airlines.

Le cas du nouvel appareil, le plus grand, dont l'introduction a pour

Retrait du Royaume-Unis de l'Union Européenne : L'appui aux pays africains va-t-il désormais connaître une baisse ?

Suite de la page 4

dont le Togo qui bénéficient des appuis techniques et surtout financiers de l'Union Européenne, doivent revoir leurs attentes auprès de cette institution. Il va de soi que les pays africains commencent à compter sur eux-mêmes. Quoi qu'on dise, les représentants de l'Union Européenne ont toujours appelé les dirigeants des Etats Africains à faire des efforts pour compter sur eux-mêmes à travers l'assainissement des finances publiques et un accroissement de la mobilisation des ressources internes.

Ce retrait du Royaume Unis amoindri la capacité de financement de l'institution. De plus, de plus en plus, les défis auxquels font face actuellement les Etats de la communauté Européenne leur imposent une réduction de leur contribution pour le financement des besoins en Afrique. Cette réduction, 12,9 milliards d'euros en 2015, est plutôt orientée vers le financement des nouveaux enjeux nationaux de développement.

Selon le représentant de l'Union



Nicolas Berlanga Martinez, chef de la Délégation de l'UE au Togo

Européenne au Togo, Berlanga Martinez, les représentants des membres de l'Union vont se rencontrer pour discuter de la procédure de retrait, et aussi longtemps que la procédure n'a pas été achevée, le Royaume Unis conserve toujours ses droits.

En tout cas, c'est le gouvernement britannique qui devra déclencher la procédure et demander l'activation de l'article 50 au Conseil européen

(la réunion des Etats). Il peut prendre son temps mais l'idéal, pour les principaux dirigeants européens, serait que cela advienne dès le sommet des 28 et 29 juin dans la capitale belge. Pour limiter au maximum la période d'incertitude.

Pour le moment, les réflexions doivent s'ouvrir pour voir comment réorganiser la diplomatie avec la Grande Bretagne.

Armand

Interview croisée de Me Yawovi Agboyibo et Me Dodji Apévon : La crise au CAR et la question des réformes passées au peigne fin

ME YAWOVI AGBOYIBO : "Je persiste à penser que la crise survenue au CAR est un incident domestique malheureux qu'il faut savoir régler en famille."

Suite de la page 3

la coopération en 2008.

Depuis lors, les dialogues initiés par le pouvoir n'ont dégagé le consensus qu'il fallait en termes de participants pour leur conférer un caractère national. Le Chef de l'Etat ne pouvait, dans ces conditions, continuer indéfiniment à initier des invitations au dialogue. Il a fini par en être désespéré.

C'est en ce sens que je disais à l'instant que les propos tenus par le Président Faure à Berlin comportent une teinte de désespoir. Et comme toute réaction de désespoir, l'option prise me paraît erronée. Il faut une solution de rechange.

Dans son interview, le Chef de l'Etat a également pris à témoin le Peuple !

Me Agboyibo : Cette référence au Peuple a le mérite d'indiquer la bonne direction à prendre pour la crédibilité du dialogue. Je le pense d'autant plus qu'il n'y a pas lieu de douter que le Chef de l'Etat a fait mention du Peuple sans prendre en compte ses prérogatives rappelées par les Evêques du Togo dans leur lettre pastorale du 27 avril 2016.

Dans ce document, les Evêques ont souligné en des termes lumineux, que le Peuple est l'acteur politique au premier rang dans une démocratie et dans tout pays qui y aspire, les gouvernants ne devant venir qu'en deuxième rang. C'est au Peuple qu'il revient de décider dans l'exercice de son rôle de premier ordre, des modalités et du contenu des réformes.

Le Chef de l'Etat, garant de la primauté du peuple sur le gouvernement, a la responsabilité de tout mettre en œuvre pour éviter les erreurs du passé en veillant à ce que les réformes politiques en perspective jouissent d'un plein soutien des populations.

Pouvez-vous préciser les erreurs du passé dont il s'agit ?

Pour une meilleure compréhension de ma réponse à votre question, il ne me semble pas superflu de répéter que, si contrairement à ce qui s'est passé au Bénin, le processus démocratique a dérapé au Togo, c'est parce qu'avec l'entrée en scène des populistes en mai 1991, le Peuple a soudainement changé d'attitude sur la question du dialogue avec le régime.

Jusqu'à fin avril 1991, les populations de toutes les régions du Togo ont apporté un soutien sans faille au processus de dialogue couplé avec les pressions de rue. On se souvient que c'est dans l'enthousiasme qu'à l'appel du Front des Associations pour le Renouveau (FAR), les populations ont massivement pris d'assaut les rues de Lomé le 16 mars 1991.

Cette descente dans les rues a amené, deux jours après, le 18 mars 1991, le Président Eyadema à rencontrer les dirigeants du FAR pour des discussions à l'issue desquelles il

a marqué son accord sur toutes les revendications formulées : le rétablissement du multipartisme, l'adoption d'une loi d'amnistie permettant à nos compatriotes contraints à l'exil de rentrer au pays, les doléances des étudiants, la tenue d'une assise nationale des forces vives du Pays en vue de la mise en place des institutions ad hoc pour une gestion transitoire et la définition d'un calendrier pour l'organisation des élections locales, législatives et présidentielles ...

Du jour au lendemain, dès la première semaine de mai 1991, la situation a changé. Les populistes ont fait basculer l'opinion publique dans le sens du rejet de toute idée de dialogue ou de transition avec le régime. Pour eux, le pouvoir est à conquérir dans l'euphorie de la rue. Ils firent de Gilchrist Olympio à son arrivée en juillet 1991, un épouvantail terrible pour le régime. Le Général Eyadema en avait horriblement peur au point que pour s'en protéger, il a décidé de lui barrer l'accès au fauteuil présidentiel par une série de verrous qu'il a fait introduire dans la Constitution du 4 octobre 1992 par la révision constitutionnelle du 31 décembre 2002, adoptée par une assemblée monolithique RPT dans un mépris total du Peuple.

Et c'est pour mettre sa personne et ses proches à l'abri de toute surprise des lendemains que le feu Président Eyadema s'est accordé par des textes, la latitude de nommer à sa guise les présidents et les membres tant des organes de gestion du pays que des institutions de contrôle et de régulation des actions de ces organes.

L'arsenal institutionnel ainsi mis en

place est demeuré quasiment intact jusqu'à ce jour, la peur et les défis sans lendemain qu'entretenaient les populistes par la violence verbale ayant survécu au feu président Eyadema nonobstant l'accord signé en mai 2010 entre le Président Faure et Gilchrist Olympio.

Les réformes constitutionnelles et institutionnelles en perspective ne sont donc pas une mince affaire parce qu'il s'agit de rechercher les voies et moyens appropriés pour redonner du sens aux institutions réduites par les verrouillages à l'état de ces " ossements humains sans vie " dont parle le prophète Ezéchiel dans les Ecritures saintes.

L'enjeu étant énorme, il faudra, en l'abondant, avoir une vision claire des objectifs à atteindre.

Quels sont selon vous ces objectifs ?

Je me bornerai à en souligner deux :

L'opposition devra à l'occasion des discussions, cesser de se nourrir de l'illusion que, quand bien même elle n'aurait pas obtenu l'ensemble des dispositions de l'APG concernant le cadre électoral, elle peut gagner un scrutin présidentiel à un tour, pourvu qu'elle se batte pour avoir le minimum de ces réformes et se soude derrière un candidat unique.

Il convient par ailleurs que l'opposition se rende à l'évidence qu'aussi longtemps que les gouvernants persisteront à être les maîtres absolus de la composition et du fonctionnement des institutions de contrôle et de régulation de la gouvernance des libertés publiques et des richesses nationales, la minorité de riches dénoncée par le Chef de l'Etat dans son message du 26 avril 2012 continuera à s'enrichir pendant que la

masse des déshérités s'appauvrira de plus en plus.

Comment parvenir à l'atteinte de ces objectifs ?

C'est à travers cette question que l'on appréhende mieux en quoi les discussions en vue constituent un défi de taille. Elles seraient une nouvelle tentative vaine si elles ne parviennent pas à faire sauter les verrous institutionnels dont la plupart remontent au temps du feu Président Eyadema. Pour y apporter des solutions appropriées, il faut se garder de s'en tenir à leurs aspects techniques en commençant par identifier leurs racines.

Le long de notre entretien, je crois avoir fait ressortir que parmi les multiples facteurs qui ont servi de prétextes au verrouillage des institutions, le plus décisif est la peur. J'ai montré en quoi la peur de perdre le pouvoir est à l'origine des verrous introduits dans la constitution de 1992. Le processus démocratique a été affecté et continue à être affecté par d'autres formes de peur : le refus de servir la vérité par peur d'être persécuté, le repli géo-tribal et ses implications sociales, le refus de dialoguer avec l'adversaire par peur des dénigrements, la résignation devant l'oppression et la trahison de la conscience par peur de perdre les avantages de la compromission, etc.

Il n'est pas possible, dans le cadre de cet entretien sommaire, de donner mon point de vue sur la manière de traiter les différents verrous institutionnels, suivant la nature de la peur qui les sous-tend. Je me bornerai à titre indicatif à évoquer les tiraillements que notre pays a connus à l'occasion des modifications apportées aux textes régissant les

manifestations de rue.

La rue est dans tous les pays démocratiques un lieu d'expression des besoins du Peuple et de revendication des droits individuels et collectifs à caractère civile, politique ou socioéconomique à l'adresse des gouvernants. Plus les citoyens sont nombreux à y prendre part, plus les gouvernants ressentent la nécessité de répondre à leur attente. Dans cette optique, la peur d'y participer est un manquement au devoir citoyen.

Cela dit, il est inadmissible de chercher à faire de la rue un lieu de conquête du pouvoir dans la mesure où le risque de confusion des fins est de nature à justifier les inquiétudes des gouvernants et à desservir l'utilisation de la voie publique comme moyen de défense des droits humains et des libertés publiques.

Un mot de fin ?

Tout juste pour dire deux choses en guise de conclusion.

Le dialogue en perspective pour les réformes constitutionnelles et institutionnelles n'est pas tout d'abord une opération technique de relecture et de réécriture des textes, mais une mission éminemment politique dévolue à des acteurs expressément désignés à cet effet par le chapitre III de l'APG.

Il va ensuite être difficile, voire impossible de réaliser ces réformes dans l'optique et dans l'esprit conformes à l'APG, sans mettre les acteurs politiques en confiance mutuelle dans l'intérêt des populations et sans sensibiliser les citoyens sur l'ensemble du territoire national contre la peur en soi et l'incitation de l'adversaire à la peur.

Source : ©Afreepress juin 2016

Me Dodji Apévon : *"..Je me demande, qui d'autre peut se substituer à moi pour aller convoquer cette conférence."*

Suite de la page 3

Je ne sais pas, allez lui poser la question

Certaines personnes vous prêtent des intentions de vouloir créer un parti.

(Rire). Si je dois créer un parti, mais attendez et vous le saurez. Pourquoi ils vont me prêter des intentions

Le président du CAR va s'exécuter après la demande des 33 fédérations, lui demandant de convoquer un congrès dans un mois ?

Je dis que la réunion qui est convoquée à l'Hôtel Muget est totalement illégale. Elle ne rime à rien, c'est de la plaisanterie de mauvais goût. Vous savez, il y a un régime qui est en place que nous combattons depuis des années; si on veut faire des choses correctement, il faut le faire honnêtement dans les règles. Nous voulons faire des choses sérieuses. On ne peut combattre un régime de dictature et adopter des attitudes de dictateurs,

des choses de complaisance. Ce qui s'est passé, c'est de la complaisance, c'est pour divertir les Togolais.

Mais ces fédérations se sont indignés de la léthargie au niveau du parti.

Mais, je vous ai déjà dit que je ne parle pas pour le moment de la crise du parti. Le jour viendra où je parlerai de la crise. Si c'est moi qui suis à la base de la léthargie, tout le monde saura. En réalité, je peux vous dire avec certitude que je ne suis ni de près ni de loin à l'origine du blocage du parti. Si vous avez bien suivi les bribes d'informations, vous savez très bien que je ne suis pas à l'origine de la crise au CAR

Il y a un processus régulier en cours pour un congrès ordinaire, quand aboutira t-il ?

On était en plein processus, lorsque la crise que nous vivons, a été fabriquée un beau matin. Il revient à ceux qui ont amené la crise de nous dire comment il faut

la régler. Je ne suis pas à l'origine de la crise. Nous étions en pleine préparation quand on nous a amené la crise qui nous enlise aujourd'hui, alors, ceux qui sont à l'origine de l'enlissement, c'est à eux de désenliser

On vous reproche d'avoir déjà fait deux mandats à la tête du parti et vous refusez de quitter ?

Des histoires. Je viens de rentrer de voyage, ce n'est pas le moment d'insister sur certains points. Je ne veux pas rentrer dans ces détails. Mais ce que vous dites, juridiquement, ne répond à rien du tout. Ceux qui le disent, savent que, juridiquement, cela ne tient pas la route, mais je vous demande patience, on va clarifier tout.

Vous regrettez ce qui s'est passé à Vogan ?

Je ne sais pas encore ce qui s'est passé à Vogan. J'ai reçu des bribes d'informations, mais je dis honnêtement qu'il est vraiment déplorable qu'à la suite d'une réunion du parti, des événements du genre se

passent ; je le déplore. Mais qui est à l'origine ? Qu'est ce qui s'est passé ? Je suis de retour, je prendrai des informations et je vous en parlerai.

Un message à l'endroit des militants après la sortie des 33 fédérations demandant un congrès

Je demande aujourd'hui à tout le monde de garder son calme et que ça va se faire demain. Cela répond justement à la philosophie de notre parti. Il y a un certain nombre d'évènements que je déplore. Notre parti n'est pas construit sur la base de la violence, mais je constate aujourd'hui qu'il y a des violences qu'on voit ici et là; ce n'est pas le CAR avec lequel nous avons lutté pendant des années. Je demande à tout le monde de garder le calme, même si vous avez des choses à dire, il faut le dire calmement pour qu'on puisse vous comprendre.

Source : IciLome.com



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

TARIF UNIQUE pour Tous BAISSE pour Chacun

Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Leader

"Moi Mon TARIF
est UNIQUE "

60^F
TTC LA MINUTE



Privilège

"Moi aussi
Mon TARIF est UNIQUE "

65^F
TTC LA MINUTE



Classique

"Moi aussi
Mon TARIF est UNIQUE "

80^F
TTC LA MINUTE



Jeunes

"Moi aussi
Mon TARIF est UNIQUE "

85^F
TTC LA MINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes